

Le climat aujourd'hui et demain: l'Afrique peut-elle réagir?

Bachir Senouci

L'Afrique, continent clé face au défi climatique (manifeste pour l'Afrique), Kamel Mostefa-Kara et Hakim Arif, Editions Dahleb, 2010, Prix : 500 DA, 118 pp.

Ce livre se présente, comme l'entend le second titre, comme un « manifeste pour l'Afrique ». En effet dans leur péroration, les auteurs entendent apporter la démonstration que si l'Afrique est la principale victime du réchauffement climatique et des conséquences désastreuses de ce phénomène pour un continent déjà lourdement éprouvé, il n'en reste pas moins qu'une partie non négligeable de la solution et d'un avenir plus radieux pour la vie sur terre est en Afrique.

L'avant propos est essentiellement basé sur une démonstration relativement audacieuse de la position avant-gardiste du continent africain quant à la préoccupation qui fait florès actuellement et qui concerne les mutations du climat mondial et leurs relations avec les activités anthropiques. En effet les auteurs citent une expérience dite tropicale du GARP, inaugurée par Léopold Sédar Senghor en Juillet 1974. Cette manifestation, induite par les cycles incessants de sécheresse depuis 1966 dans les régions sahéliennes, a été, à mon sens, ennoblie au rang de prémonition de manière un peu hâtive.

Nonobstant ce point, les auteurs donnent le ton déjà annoncé par le titre et s'engagent résolument sur les dangers que représentent les variations climatiques extraordinaires que connaît la planète et sur l'ambition légitime que devrait nourrir l'Afrique d'être à l'avant-garde des politiques et des mesures à même de ralentir ou stopper ces variations. L'Afrique est même qualifiée de « continent pilote et de clé de voûte de la civilisation hydrogène à venir ».

Si le terme manifeste permet aux auteurs toute subjectivité, il n'en reste pas moins que l'ouvrage flirte avec une utopie, pas forcément si inaccessible, et déploie une batterie de propositions qui seront peut être les solutions forcées et imposées de demain. Le discours est militant, mais l'avertissement arboré par le second titre fait en sorte que ce discours sera admis par le lecteur puisque averti.

L'accent est porté sur deux axes dont tout le monde s'accorde à les situer au centre des préoccupations actuelles. Le premier axe concerne l'énergie, le second l'eau. Ces deux rubriques subissent l'analyse classique, majoritairement acceptée, qui renvoie dos à dos les acteurs clés que sont l'Europe, les Etats-Unis et les pays émergents avec une mention toute spéciale pour la Chine et l'Inde. Ces pays sont à ranger dans la nouvelle structure de négociation planétaire qu'est le G20. Ces acteurs sont perçus comme les principaux coupables des émissions de gaz à effet de serre et les principaux consommateurs des matières premières, nécessairement limitées dans leur quantité.

L'énergie solaire est, bien entendu, celle à laquelle les auteurs renvoient immédiatement mais sa conversion pour la rendre utilisable paraît un tant soit peu renvoyer à des paris technologiques largement au dessus des moyens à la fois d'investissement et de fonctionnement d'un pays africain, fût il pétrolier comme l'Algérie ou le Nigeria.

Les auteurs proposent une « tour solaire » dont le concepteur et le candidat réalisateur se trouve être un bureau d'études allemand dont le patron voit son nom cité à plusieurs reprises dans un texte préconisant l'émancipation de l'Afrique. Il ne s'agit rien de moins que construire une tour de 1000m de haut, de 130m de diamètre qui reposerait sur un disque de verre de... 7000m de diamètre. Il est entendu que Désertec est une association allemande qui tente de trouver un palliatif extraordinaire (en ce qu'il sort de l'ordinaire) à la fin programmée de la filière nucléaire. Il serait alors procédé à une négociation à même de définir les attributs des financiers, des concepteurs et des pays hôtes des centrales solaires.

Pour l'eau, les auteurs s'étendent longuement sur ce qu'ils appellent le « fleuve transafricain ». Il est vrai que le point de départ de cette « autoroute fluviale » semble légitimer cette ébauche de projet. Le bassin du Congo est l'une des régions du monde les plus vastes en ce qui concerne l'hydrographie. Seul l'immense delta de l'Amazone dispute au bassin du Congo sa suprématie.

Dans un référentiel absolu, fait de compréhension et de solidarité entre les hommes, surtout quand ils appartiennent au même continent et donc qu'ils partagent la même histoire et les mêmes souffrances, on pourrait penser que des travaux gigantesques devraient être entrepris pour, au moins, assurer les stocks vivriers à des personnes dont la principale catastrophe est de subir une famine pérenne. Mais, s'agissant de l'Afrique, nous sommes plus proches du vœu pieux que du projet réaliste, tant l'histoire et les situations des États africains ont laissé des traces indélébiles qui hypothèquent pour de longues années encore des unions continentales et /ou régionales autour des immenses problèmes dont la simplicité le dispute à l'urgence.

Les propositions des auteurs pourraient paraître relever de la raison absolue mais deux arguments plaident contre elles.

Le premier argument est le fait de l'existence de la technologie, dans son acception générique. En effet, les sorties de crises du type de celles que vit la planète en général et l'Afrique en particulier, nécessitent la possession et la maîtrise de différentes technologies dont, manifestement, la source n'est pas sur le continent noir.

Pour résumer, il faudra pour l'essentiel *acheter* encore et encore des process clés en main du type de ce qui est évoqué dans l'ouvrage dont il est question. Ces importations se feront pendant encore longtemps dans une rationalité marchande, dans laquelle la philanthropie n'aura pas place. Du moins ce qu'il est convenu d'appeler *l'humanitaire* et qui trouve en Afrique un domaine privilégié restera la portion philanthropique dont la qualité dominante est et sera d'être congrue.

Le second argument est plus endogène, même s'il concerne des situations nées, pour nombre d'entre elles de l'histoire du continent. La décolonisation des années 60 a livré finalement les États africains à des destins très différenciés. Le continent africain a été et est encore davantage un réservoir de matières premières plus qu'un lieu de transformation. Les fortunes indécentes amassées par les dynasties comme De Beers, ont été constituées sur les sols et les sous sols africains sans contrepartie, immédiate ou plus lointaine, pour les autochtones. Cette situation a créé une dépendance durable de l'Afrique à l'égard du monde industriel.

Le modèle de consommation et de fonctionnement, imposé par les maîtres du monde, a eu des relais dans les gouvernances qui ont, çà et là, hypothéqué lourdement les peuples dont ils avaient la gestion. Bokassa, Idi Amin Dada, Mobutu et autres et la liste n'est pas exhaustive, ont sclérosé pour longtemps, non seulement leurs états respectifs mais plus encore les velléités louables d'unification et de solidarité. Ils ont encore malheureusement des imitateurs.

La famine sévit dans un monde en général repu et c'est en Afrique que ses effets sont les plus calamiteux. Les effets du réchauffement climatique aussi ont des conséquences dramatiques pour les Africains. Le lac Tchad n'existe pratiquement plus, le delta intérieur du Niger non plus, le Kilimandjaro n'est plus coiffé de neige toute l'année durant et la liste n'est pas close.

Le modèle a obligé et oblige toujours l'Afrique à répondre plus souvent aux besoins de l'Occident qu'aux siens propres.

Les cultures vivrières ont fait place à des productions agricoles dont les besoins sont exprimés par le monde riche, café, cacao par exemple, génératrices bien sûr de devises. Leur prix est fixé par les bourses de Chicago ou Londres et le circuit ultérieur de ces devises est éminemment opaque. Il faut renvoyer le lecteur à l'ouvrage de René Dumont, « *L'Afrique est mal partie* » ou à celui de Jean Ziegler, « *Sociologie de la nouvelle Afrique* ». Il faut avoir vu le film « *La faim du monde* ». Si des milliers de kilomètres carrés restent exempts de pollution et sont sauvegardés dans leur état originel, ce n'est que parce que les touristes ne trouveront nulle part ailleurs une nature aussi sauvage et aussi belle.

L'ouvrage, intitulé « *L'Afrique, continent clé face au défi climatique* » est un vœu qui a le mérite d'être exprimé. Exhausser ce vœu nécessite des préalables qui auraient dû être, eux aussi, exprimés. Sensibiliser les populations à la protection de l'environnement, leur faire acquérir un niveau de préoccupation susceptible de servir de socle à la démocratie et à l'éradication de roitelets assassins, aller résolument vers des alliances, même si ce sera celle des gueux, devront précéder les chantiers pharaoniques suggérés par l'ouvrage.